

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD.

ANNONCES & AVIS DIVERS.

Ce journal paraît deux fois la semaine : le Mercredi et le Samedi.

ABONNEMENT :
 Pour Roubaix : 18 fr. par an,
 — 10 fr. pour six mois,
 — 6 fr. pour trois mois.
 Pour le dehors, les frais de poste en plus.
 Un numéro : 25 centimes.

Bureau du Journal, 20, rue Neuve,
 A ROUBAIX,

Où l'on reçoit les annonces et les réclames.

Les annonces et les réclames publiées dans le Journal de Roubaix paraissent le Dimanche dans le Journal d'Annonces qui contient le BULLETIN COMMERCIAL de Roubaix et de Tourcoing.

Tout ce qui intéresse le commerce à un point de vue général sera inséré gratuitement.

ROUBAIX, 18 Janvier.

Le *Moniteur* du 15 janvier contient la lettre suivante adressée par l'empereur au ministre d'Etat :

« Palais des Tuileries, le 5 janvier 1860.
 Monsieur le ministre,

Malgré l'incertitude qui règne encore sur certains points de la politique étrangère, on peut prévoir avec confiance une solution pacifique. Le moment est donc venu de nous occuper des moyens d'imprimer un grand essor aux diverses branches de la richesse nationale. Je vous adresse dans ce but les bases d'un programme dont plusieurs parties devront recevoir l'approbation des Chambres et sur lequel vous vous concerterez avec vos collègues, afin de préparer les mesures les plus propres à donner une vive impulsion à l'agriculture, à l'industrie et au commerce.

Depuis longtemps on proclame cette vérité qu'il faut multiplier les moyens d'échange pour rendre le commerce florissant; que sans concurrence l'industrie reste stationnaire et conserve des prix élevés qui s'opposent aux progrès de la consommation; que sans une industrie prospère qui développe les capitaux, l'agriculture elle-même demeure dans l'enfance. Tout s'enchaîne donc dans le développement successif des éléments de la prospérité publique! Mais la question essentielle est de savoir dans quelles limites l'Etat doit favoriser ces divers intérêts et quel ordre de préférence il doit accorder à chacun d'eux.

Ainsi, avant de développer notre commerce étranger par l'échange des produits, il faut améliorer notre agriculture et affranchir notre industrie de toutes les entraves intérieures qui la placent dans des conditions d'infériorité. Aujourd'hui, non seulement nos grandes exploitations sont gênées par une foule de règlements restrictifs, mais encore le bien-être de ceux qui travaillent est loin d'être arrivé au développement qu'il a atteint dans un pays voisin. Il n'y a donc qu'un système général de

bonne économie politique qui puisse, en créant la richesse nationale, répandre l'aisance dans la classe ouvrière.

En ce qui touche l'agriculture, il faut la faire participer aux bienfaits des institutions de crédit: défricher les forêts situées dans les plaines et reboiser les montagnes, affecter tous les ans une somme considérable aux grands travaux de dessèchement, d'irrigation et de défrichement. Ces travaux, transformant les terrains communaux incultes en terrains cultivés, enrichiront les communes sans appauvrir l'Etat, qui recouvrera ses avances par la vente d'une partie de ces terres rendues à l'agriculture.

Pour encourager la production industrielle, il faut affranchir de tout droit les matières premières indispensables à l'industrie et lui prêter, exceptionnellement et à un taux modéré, comme on l'a déjà fait à l'agriculture pour le drainage, les capitaux qui l'aideront à perfectionner son matériel.

Un des plus grands services à rendre au pays est de faciliter le transport des matières de première nécessité pour l'agriculture et l'industrie; à cet effet, le ministre des travaux publics fera exécuter le plus promptement possible les voies de communication, canaux, routes et chemins de fer qui auront surtout pour but d'amener la houille et les engrais sur les lieux où les besoins de la production les réclament et il s'efforcera de réduire les tarifs, en établissant une juste concurrence entre les canaux et les chemins de fer.

L'encouragement au commerce par la multiplication des moyens d'échange viendra alors comme conséquence naturelle des mesures précédentes. L'abaissement successif de l'impôt sur les denrées de grande consommation sera donc une nécessité, ainsi que la substitution de droits protecteurs au système prohibitif qui limite nos relations commerciales.

Par ces mesures, l'agriculture trouvera l'écoulement de ses produits; l'industrie, affranchie d'entraves intérieures, aidée par le gouvernement, stimulée par la concurrence, luttera avantageusement avec les produits étrangers, et

notre commerce, au lieu de languir, prendra un nouvel essor.

Désirant avant tout que l'ordre soit maintenu dans nos finances, voici comment, sans en troubler l'équilibre, ces améliorations pourraient être obtenues.

La conclusion de la paix a permis de ne pas épuiser le montant de l'emprunt. Il reste une somme considérable disponible qui, réunie à d'autres ressources, s'élève à environ 160 millions. En demandant au Corps législatif l'autorisation d'appliquer cette somme à de grands travaux publics et en la divisant en trois annuités, on aura environ 50 millions par an à ajouter aux sommes considérables déjà portées annuellement au budget.

Cette ressource extraordinaire nous facilitera non-seulement le prompt achèvement des chemins de fer, des canaux, des voies de navigation, des routes, des ports, mais elle nous permettra encore de relever en moins de temps nos cathédrales, nos églises, et d'encourager dignement les sciences, les lettres et les arts.

Pour compenser la perte qu'éprouvera momentanément le trésor par la réduction des droits sur les matières premières et sur les denrées de grande consommation, notre budget offre la ressource de l'amortissement, qu'il suffit de suspendre jusqu'à ce que le revenu public, accru par l'augmentation du commerce, permette de faire fonctionner ce nouveau l'amortissement.

Ainsi, en résumé :
 — Suppression des droits sur la laine et les cotons;
 — Réduction successive sur les sucres et les cafés;
 — Amélioration énergiquement poursuivie des voies de communication;
 — Réduction des droits sur les canaux, et par suite abaissement général des frais de transport;
 — Prêts à l'agriculture et à l'industrie;
 — Travaux considérables d'utilité publique;
 — Suppression des prohibitions;
 — Traités de commerce avec les puissances étrangères.

Telles sont les bases générales du programme sur lequel je vous prie d'attirer l'attention de vos collègues, qui devront préparer sans retard les projets de lois destinés à le réaliser. Il obtiendra, j'en ai la ferme conviction, l'appui patriotique du Sénat et du Corps législatif, jaloux d'inaugurer avec moi une nouvelle ère de paix et d'en assurer les bienfaits à la France.
 Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

» NAPOLEON. »

Les réformes économiques formulées par la lettre de l'Empereur ont produit dans notre ville une émotion considérable.

Mais s'il ne nous appartient pas de passer en revue les nombreuses questions d'économie politique que fait naître la lecture du programme impérial, nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer qu'il est au moins prudent de se mettre en garde contre les assertions qui ont été propagées.

Les clameurs exagérées n'ont jamais réussi à conjurer le danger.

Avant d'admettre comme positives les versions nombreuses répandues sans le moindre examen et commentées d'une façon dangereuse pour les intérêts qui s'alarment, il serait bon de se rappeler les intentions formellement exprimées par l'Empereur quant à la question des réformes.

Le devoir de l'Etat n'est-il pas de protéger tous les intérêts?

Nous refuse-t-on le droit de réclamation? Ces projets qui ont été étudiés et mûris depuis si longtemps ne doivent-ils pas être soumis à l'approbation des Chambres?

Voilà ce qu'il ne faut pas perdre de vue. Mais avant la réalisation de ces projets, de grandes améliorations doivent avoir lieu, et, pour nous en rapporter aux termes mêmes de la lettre de

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX
 DU 18 JANVIER 1860.

— N° 14 —

UN CONSPIRATEUR*

Par RIDDERSTAD.

Pour faire suite au *Traban*.

IX

Alm et Forster. (Suite).

— On a l'audace de tenir ce langage!... Vous tâcherez d'arrêter les individus qui se le permettent. Que dit-on de nos rapports avec le régent?

— Que vous êtes son âme.
 — Ah! on le croit. Bien! Après?
 — On raconte que le duc s'est mis tant de folies en tête depuis quelque temps, que sa raison inspire des inquiétudes légitimes.
 — Maudites histoires! Vous ferez taire ces bruits. Le duc... je l'espère... se remettra bientôt. Que dit-on encore?

* (Reproduction interdite.)

— Qu'il est fou de mademoiselle Rudenskold.
 — Vous entourerez cette dernière d'espions. Il faut qu'elle soit prisonnière, mais qu'elle ne puisse s'en apercevoir. Après...

— On prétend que le régent lui a écrit.
 Reuterholm ne put dissimuler plus longtemps son impatience et son anxiété. Il se leva en fronçant le sourcil.

« Serait-ce possible? Procurez-moi une des lettres du prince, et je la payerai au poids d'or. Ayez l'œil sur lui, songez-y bien. Je veux connaître toutes ses démarches... entendez-vous? — Il se propose de sortir ce soir... je ne sais pas encore où il ira... mais il a ordonné à son valet de chambre de se tenir prêt à le suivre.

— Vous voyez vous-même que c'est un personnage dangereux... Vous placerez des espions sur ses traces; je veux savoir où il va... Mais on vient, laissez-moi. N'oubliez pas ce que je vous ai dit. »

Le valet de chambre entra.
 « Les dépêches! » cria Reuterholm.
 Puis il les examina avec attention. Avant de les cacheter, il mit dans chacune d'elles un billet particulier.

« Fais entrer les trabans; ils sont ici, je suppose? »

— Oui.
 Trois trabans parent.
 « Etes-vous prêts à partir, messieurs? »
 — Oui.
 — Voici trois dépêches, et il en remit une à chacun; il faut que dans une heure vous soyez en route.
 — La destination de la mienne? demanda l'un d'eux.
 — Rome.
 — De la mienne?

— Naples.
 — Et de la mienne?
 — Hambourg.
 — Les instructions et les lettres de créance?
 — Sont prêtes. A cheval, messieurs!
 « On me brave, murmura Reuterholm, allant et venant dans son cabinet; j'ai écarté ce parti, malheur à lui s'il me force à le fouler aux pieds! »

X

Reuterholm approche du but.

Nous sommes au dix-sept décembre. Nous retrouvons Reuterholm dans son cabinet de travail, se promenant avec agitation, en se frottant les mains de temps en temps.
 « Monsieur le baron permet-il aux trabans de lui remettre eux-mêmes les dépêches? »
 — Introduis-les.
 Trois trabans entrèrent à la fois.
 « Soyez les bienvenus, messieurs! Je vous ai attendus. »
 Ils remirent successivement leurs dépêches.
 « De Naples, dit l'un.
 — De Rome.
 — De Hambourg. »
 Quand ce dernier déposa la sienne sur la table, Reuterholm le considéra d'un œil sombre.
 « J'ai été retenu, monsieur le baron, et je suis innocent du retard. Les dépêches me justifieront, je suppose.
 — Adieu, messieurs! »
 Resté seul, Reuterholm considéra les dépêches.

« Contiennent-elles des preuves des coupables menées de Feldmans? se demandait-il, des révélations assez graves pour que je puisse fou-

droyer d'un seul coup le parti gustavien et planter mon drapeau victorieux sur ses ruines? »
 Enfin il alla pousser le verrou de la porte de l'antichambre; puis il s'approcha lentement d'une autre et mit l'oreille à la serrure.

« Il écrit, murmura-t-il, j'entends courir sa plume. »
 Il en poussa aussi le verrou et retourna près de la table.

« De Hambourg, » dit-il, en ouvrant le premier pli, d'où s'échappèrent quelques lettres. La joie se reflétait sur sa physionomie à mesure qu'il lisait.

« Ils sont arrêtés! s'écria-t-il enfin. Brégard, tu t'es bien acquitté de ta mission. »

Il continua sa lecture.
 « Quelle affreuse satire de mon gouvernement et de ma personne! quels insolents sarcasmes! quelle raillerie amère! quel persiflage offensant! Ah! vengeance! »

« De Rome! dit-il en prenant le second paquet.
 « Bien, Piranesi, bien, mon ami! s'écria-t-il en lisant le rapport de son agent; d'une main habile, tu enlèves autour de son cou les fils dont je saurai bien former le nœud. A merveille... tu es un diplomate-né... Je te récompenserai par un brevet de l'emploi pour lequel la nature t'a créé. Bien, Piranesi, bien! »

Il avait gardé pour la dernière la dépêche la plus considérable.
 En l'ouvrant, il y trouva une lettre qui l'étonna fort, moins à cause des nouvelles de Naples qu'elle renfermait, que des documents contenus dans la dépêche.

Il n'en avait pas terminé la lecture, qu'il se leva, la figure rayonnante de la joie et de l'impatience du triomphe; on eût dit qu'il avait